

Direction Générale Adjointe Infrastructures
Départementales
Direction des Routes
Service Gestion de la Route

Arrêté N° 173441

**portant interdiction de stationnement
sur la RD 2 sur la commune de
Marvejols**

**LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA
LOZÈRE**
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3131-2 et 3221-4 et 5,
- VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-5, L 411-3, R 411-5, R 411-25, R 411-26, R 417-10 et R 417-11,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, et notamment la 4ème partie, "signalisation de prescription", approuvée par arrêté du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié,
- VU l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental n° 17-2721 du 12/09/17 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Routes,

Considérant que le stationnement en bordure et sur la chaussée de la **RD 2** entre les PR 0+000 et 0+040, doit être interdit en raison de la nécessité d'accès de jour comme de nuit au quai de chargement et au dépôt du Centre Technique de Marvejols,

SUR Proposition du Directeur des Routes,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : En raison des motifs ci-dessus indiqués, le stationnement de tous les véhicules est interdit en bordure et sur la chaussée de la **RD 2** au droit de la parcelle cadastrée section A n°2255 du PR 0+000 au PR 0+040.

ARTICLE 2 : Les dispositions prévues au présent arrêté seront applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services de l'Unité Technique du Conseil départemental de Chanac.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté abroge et remplace toutes dispositions de même nature prises antérieurement.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Conformément au code des tribunaux administratifs, le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur des Routes,
Monsieur le Chef de l'UTCD de Chanac,
Monsieur le Maire de la commune de Marvejols,
Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Lozère,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mende, le 08 DEC. 2017

Pour la Présidente du Conseil départemental
Le Directeur des Routes,
Eric FORRE



Acte exécutoire

Mende, le 08 DEC 2017

Pour la Présidente du Conseil départemental
Le Directeur des Routes,
Eric FORRE